

# Convergence vers le haut des conditions de travail

## Introduction

Le présent rapport expose de nouveaux éléments empiriques relatifs à l'existence d'une convergence vers le haut des conditions de travail dans l'Union européenne au cours des deux dernières décennies. En d'autres termes, il examine si les conditions de travail dans les différents États membres de l'UE sont aujourd'hui plus proches que dans un passé récent et si ces conditions se sont améliorées. L'analyse de la convergence se concentre sur les sept indices ou dimensions des conditions de travail recensés par Eurofound dans son cadre sur la qualité de l'emploi: l'environnement physique, l'intensité du travail, la qualité du temps de travail, l'environnement social, les compétences et l'autonomie, les perspectives de carrière et la rémunération.

D'autres composantes de l'étude examinent la mesure dans laquelle il y a eu une convergence vers le haut des écarts entre les sexes dans ces dimensions et recensent les facteurs sociaux et institutionnels éventuels de cette convergence. En complément de l'analyse quantitative, le rapport présente une analyse, fondée sur des entretiens avec des experts, du potentiel de deux instruments politiques de l'UE pour remédier aux disparités des conditions de travail entre les États membres et promouvoir la convergence vers le haut.

## Contexte politique

L'aspiration à la convergence générale vers le haut des États membres s'est manifestée dans les traités successifs de l'UE. Toutefois, le terme «convergence» n'était utilisé à l'origine qu'en relation avec la convergence des indicateurs monétaires et budgétaires. Plus récemment, il a été reconnu que la convergence économique devait aller de pair avec une convergence sociale. En conséquence, les décideurs ont réorienté leurs efforts pour mettre davantage l'accent sur l'élimination des disparités sociales dans l'ensemble de l'Union.

En 2017, le socle européen des droits sociaux a été proclamé, définissant 20 grands principes et droits destinés à améliorer les résultats en matière sociale et d'emploi pour les citoyens de l'UE. Le soutien en faveur d'un processus de convergence vers de meilleures conditions de

vie et de travail en Europe est une condition essentielle de la réalisation de ces aspirations. Parallèlement, la mondialisation, la révolution numérique et d'autres grandes évolutions sociales, politiques et démographiques sont susceptibles de créer des divergences plutôt qu'une convergence.

Les éléments relatifs à une convergence vers le haut des conditions de travail exposés dans la présente étude permettent à Eurofound de proposer des interventions ciblées visant à améliorer la qualité de l'emploi grâce à la sélection d'instruments politiques appropriés.

## Principales conclusions

- L'étude a fait apparaître une convergence dans les sept dimensions des conditions de travail, grâce aux efforts déployés par les États membres les moins performants pour rattraper ceux qui affichent les meilleurs résultats. Dans six de ces dimensions, il s'agissait d'une convergence vers le haut, c'est-à-dire d'une convergence dans un contexte d'amélioration de ces dimensions pour l'ensemble de l'UE. Tous les pays n'ont cependant pas progressé dans chacune des différentes dimensions.
- Dans la septième dimension, les perspectives de carrière (représentant le domaine de la sécurité de l'emploi et de l'avancement professionnel), une convergence s'est opérée, mais vers le bas, c'est-à-dire que les États membres ont vu leurs situations respectives se rapprocher en se dégradant.
- Des signes de convergence vers le haut en ce qui concerne les disparités entre les sexes dans les conditions de travail – vers des conditions plus semblables pour les hommes et les femmes – ont été observés dans cinq dimensions. Ce n'était pas le cas pour l'environnement physique et les perspectives de carrière, où la convergence s'est opérée vers le bas, c'est-à-dire dans le sens d'un creusement de l'écart entre les hommes et les femmes. Les femmes travaillent dans de meilleures conditions que les hommes du point de vue de l'environnement physique, mais il existe un faible écart entre les sexes pour ce qui est des perspectives de carrière.

- Plusieurs facteurs potentiels de convergence des conditions de travail ont été examinés – par exemple, les politiques de sécurité sociale, les changements structurels et l'immigration – mais leur valeur explicative s'est révélée limitée. La raison en est probablement que la convergence n'est pas un phénomène propre à un seul pays, mais se rapporte à l'évolution conjointe des unités d'analyse (les États membres). Toutefois, avec quelques réserves, les résultats donnent à penser que la mondialisation et les institutions du marché du travail ont un rôle à jouer pour promouvoir la convergence des conditions de travail.
- Deux initiatives politiques ont été examinées, dans la mesure où elles peuvent favoriser la convergence vers le haut des conditions de travail dans l'UE: la directive relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles et la stratégie pour un marché unique numérique. Les experts interrogés au sujet de ces initiatives ont exprimé un certain optimisme vis-à-vis des interventions politiques déployées au niveau de l'UE en vue d'améliorer la qualité de l'emploi. Toutefois, l'UE ne peut espérer réduire les mauvaises pratiques en matière de conditions de travail sans mobiliser des ressources suffisantes et ciblées, et veiller à l'application effective des mesures adoptées. Si l'UE joue un rôle important dans le domaine de la sensibilisation et de la définition des politiques, c'est dans une large mesure aux États membres qu'il appartient d'en assurer la mise en œuvre et l'exécution.

## Orientations politiques

- Les institutions du marché du travail opérant à différents niveaux de pouvoir contribuent à la convergence vers le haut. La mise en œuvre des politiques de l'UE relève cependant de la responsabilité des États membres, qui ont des institutions du marché du travail diverses. La Commission européenne devrait entreprendre un examen des politiques et des mesures de soutien adoptées par les États membres pour transposer les aspirations de l'UE relatives aux différents aspects des conditions de travail afin de cerner celles qui contribuent à les traduire efficacement en bonnes pratiques au niveau organisationnel.
- Il reste important de mettre l'accent sur l'égalité entre les sexes dans les conditions de travail. D'une manière générale, les écarts entre les hommes et les femmes tendent à se refermer dans l'UE et une convergence est perceptible au niveau des conditions de travail, mais pas dans tous les États membres. Il serait utile de cibler les pays les moins performants pour combler les écarts entre les sexes et améliorer les résultats globaux de l'UE.
- L'absence de progrès en ce qui concerne les perspectives est un sujet de préoccupation. Cette dimension couvre les perspectives de carrière, la

sécurité de l'emploi et le statut professionnel, autant d'aspects qui ont souffert des pressions engendrées par la crise économique. Les problèmes dans ce domaine sont aggravés par des formes d'emploi atypiques. Si l'on veut que les travailleurs ressentent les avantages de la croissance économique, il faut étudier l'incidence de ces facteurs sur les perspectives qui s'offrent à eux et prendre des mesures.

- La reconnaissance formelle des compétences acquises par les travailleurs amélioreraient leurs perspectives d'emploi. Les compétences acquises sur le lieu de travail, en particulier, s'accompagnent rarement d'une certification, surtout lorsque les travailleurs ont plusieurs employeurs, souvent temporaires. Les experts interrogés dans le cadre de la présente étude ont souligné la nécessité d'une accréditation adéquate de ces compétences. Il a notamment été proposé d'introduire un passeport de compétences détenu par tous les travailleurs.
- Les politiques relatives au marché numérique doivent éviter d'exacerber la fracture numérique entre les travailleurs hautement qualifiés et moins qualifiés et entre les États membres plus avancés et moins avancés dans ce domaine. Les investissements de l'UE devraient cibler les besoins les plus importants, par exemple ceux des pays et régions les moins performants et des travailleurs vulnérables ou exclus.
- Au niveau national, il faut mettre en place un suivi des politiques relatives aux conditions de travail et veiller à leur application. Si les États membres ne disposent pas des ressources nécessaires pour mener à bien ces activités, un élargissement du mandat de l'Autorité européenne du travail permettrait peut-être de le faire.
- Le partenariat social peut contribuer à favoriser la convergence vers le haut des conditions de travail en améliorant la mise en œuvre et le fonctionnement des politiques au niveau de l'UE, des États membres, des secteurs et des entreprises. L'analyse a fait apparaître une nette préférence pour une telle approche parmi les parties prenantes. Dès lors que le partenariat social est plébiscité et semble efficace, la Commission européenne devrait s'efforcer d'en tirer parti pour promouvoir la convergence vers le haut.
- Il faut aussi sensibiliser davantage les dirigeants d'entreprises à l'intérêt d'une amélioration des conditions de travail. De nombreux travaux de recherche font ressortir les liens entre les conditions de travail et des enjeux cruciaux pour les entreprises, comme la productivité, l'innovation, le recrutement des effectifs et leur maintien en poste, et la satisfaction au travail. Or, la présente étude n'a trouvé que peu d'éléments attestant d'une prise en compte de ces travaux dans la formation au management. La Commission européenne pourrait encourager les grandes écoles de commerce de l'UE à revoir leur pédagogie à cet égard.

### Informations complémentaires

Le rapport *Upward convergence in working conditions* est disponible à l'adresse suivante: <http://eurofound.link/ef19049>.  
 Directeur de recherche: Massimiliano Mascherini  
[information@eurofound.europa.eu](mailto:information@eurofound.europa.eu)